



Avis d'Appel d'Offres National Ouvert

N° _____ /AONO/MINSANTE/CIPM/2025 du _____

Pour les travaux de finition du Centre de Santé Intégré de Doumaintang Rural (Djendé – Badouma)

Région de l'Est.

En procédure d'urgence

1. Objet :

Le présent appel d'offres a pour objet l'exécution des travaux de finition du Centre de Santé Intégré de Doumaintang Rural (Djendé – Badouma) Région de l'Est, en procédure d'urgence.

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet de la présente consultation sont en un (01) lot unique et concernent :

- *Maçonnerie ;*
- *Enduits ;*
- *Menuiserie (Métallique, Bois, Aluminium) ;*
- *Electricité ;*
- *Plomberies sanitaires ;*
- *Revêtements scellés ;*
- *Toitures ;*
- *Plafond ;*
- *Peinture.*

3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comprend un lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est Toutes Taxes Comprises de Cent dix millions six cent neuf mille neuf cent soixante-quatorze (110 609 974) Francs CFA et sera financé par le Budget d'Investissement Public du MINSANTE.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de cinq (05) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine des BTP et détentrice du certificat de catégorisation ou un récépissé de dépôt de demande de la catégorisation en cours de validité.

7. Financement :

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par consultation seront financés par le Budget d'Investissement Public du MINSANTE, Exercice 2025 sur la ligne Imputation budgétaire : 59 40 047 06 340050 523316 pour un coût prévisionnel Toutes Taxes Comprises de Cent dix millions six cent neuf mille neuf cent soixante-quatorze (110 609 974) Francs CFA.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

✶

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbré, daté, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à Deux millions deux cents mille (2 200 000) FCFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, accompagné du récépissé de consignation de la CDEC. L'absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main, accompagnée du récépissé de consignation de la CDEC, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

N.B :

- Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.
- La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « *l'Immeuble de la Santé* » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise à Yaoundé (Téléphone/fax 222 22 10 21), dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres :

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Service des Marchés Publics au Rez de chaussée de *l'Immeuble de la Santé* abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) situé à proximité de la Croix Rouge (téléphone/fax 222 22 10 21), au RDC, première porte à droite, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de *Cent Mille (100 000) Francs CFA*.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>. « Copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

a) Les offres seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le 10.12.2019 à 13

heures, heure locale. Une copie de sauvegarde des offres, enregistrée sur deux (02) clés USB devra être transmise au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du Ministère de la Santé Publique, situé à proximité de la Croix Rouge (Téléphone/fax 222 22 10 21), sous plis scellé (*une clé USB doit contenir les offres administratives, technique et financière, une autre clé USB dans une petite enveloppe contenant uniquement l'offre financière témoin*) avec indication claire et lisible « copie de sauvegarde » devra porter la mention :

« Avis Appel d'Offres National Ouvert N° _____ /AONO/MINSANTE/CIPM/2025 relatif aux travaux de finition du Centre de Santé Intégré de Doumaintang Rural (Djendé – Badouma) Région de l'Est. En procédure d'urgence.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

b) Sous peine de rejet de l'offre, les pièces administratives requises devront être en cours de validité impérativement produites en originaux et/ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou par l'autorité administrative, conformément à la stipulation du règlement particulier de l'appel d'offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence et/ou la non-conformité de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main accompagnée du reçu de la CEDEC d'un montant de deux millions deux cents mille (2 200 000) FCFA, délivrée par un organisme financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

14. Ouverture des plis :

L'ouverture des plis (Pièces administratives, Offres Techniques et Financières) se fait en un temps et aura lieu le 15/09/2025 à partir de 14 heures par la Commission de Passation des Marchés (CIPM) auprès du MINSANTE dans la salle de ladite Commission.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation fixent les conditions minimales à remplir.

Il s'agit notamment :

15.1 Critères éliminatoires

- a) de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- b) de la non-production au-delà du délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- c) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- d) du non-respect d'au moins 75 % critères essentiels ;
- e) de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années et ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par l'ARMP ;
- f) du non-respect du format de fichier des offres ;
- g) l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- h) de l'absence de l'attestation de catégorisation le cas échéant ;
- i) de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- j) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;

- k) de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
 - l) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
 - m) Absence de la certification de catégorisation ou du récépissé de dépôt de demande de la catégorisation en cours de validité ;
 - n) Absence de déclaration d'engagement sociale et environnementale dûment rempli et signé ;
 - o) Absence de la charte d'intégrité dûment rempli et signé ;
 - p) Absence ou non-conformité de la caution de soumission timbrée datée et acquittée à la main, accompagnée du récépissé de dépôt à la CEDEC à l'ouverture des plis.
- NB : - La caution produite et n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente ;

- La caution présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture est irrecevable.

15.1 Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires seront faits suivant le système binaire (Oui/Non) porteront à titre indicatif sur :

- a) la présentation de l'offre ;
- b) Deux (02) références d'un montant cumulé d'au moins soixante millions (60 000 000) de Francs CFA au cours de Trois (03) dernières années (2024, 2023, 2022) ;
- c) Capacité financière d'au moins *cinquante pourcent (50%) du montant prévisionnel* ;
 - l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières ;
 - le chiffre d'affaires ;
 - attestation de solvabilité financière.
- d) la qualification et l'expérience du personnel technique de l'entreprise ;
- e) les moyens logistiques
- f) La méthodologie – Planning d'exécution des travaux ;
- g) Conditions d'acceptation du marché (CCAP et CCTP paraphés, datés et signés avec la mention « lu et approuvé ») ;
- h) Présentation de l'offre.
- i) Seules les soumissions qui auront obtenues au moins 75% de Oui seront admises à l'analyse financière.

16. Attribution du marché :

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Nombre maximum de lots :

Un candidat peut soumissionner pour le lot unique, et doit être attributaire dudit lot.

NB : Au cas où un soumissionnaire serait le moins disant pour plus de ____ lots, le Maître d'Ouvrage lui attribuera les lots selon les conditions prévues dans le RPAO.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date d'ouverture des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) du MINSANTE sise à « l'Immeuble de la Santé » abritant la Division des Etudes et des Projets (DEP) non loin de l'immeuble siège de la Croix – Rouge Camerounaise ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

Les renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Etudes et des Projets du Ministère de la Santé Publique sis à côté de l'Immeuble siège de la Croix – Rouge.

✍

Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaoundé, le _____

Le Ministre de la Santé Publique

AMPLIATIONS :

- MINMAP
- ARMP (*Journal des projets*)
- Scé des Marchés/DRFP
- CIPM/MINSANTE
- SOPECAM
- Archives
- Affichage.



DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE
SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT
SERVICE DES MARCHES PUBLICS

NOTICE OF OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
N° _____ /NONIT/MINSANTE/CIPM/2025 OF _____
relating to finishing work on the Doumaintang Rural Integrated Health Centre
(Djendé - Badouma) in the Eastern Region.
In Emergency procedure

1. Purpose:

The purpose of this call for tenders is to carry out the finishing work of the Integrated Health Center of Doumaintang Rural (Djendé – Badouma), Eastern Region. Under emergency procedure.

2. Scope of work

The work covered by this call for tenders is in one (01) single lot and concerns:

- Masonry;
- Plastering;
- Carpentry (Metal, Wood, Aluminum);
- Electrical;
- Sanitary plumbing;
- Sealed coatings;
- Roofing;
- Ceiling;
- Painting.

3. Phases/Lotting
This call for tenders includes a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project, following preliminary studies, is one hundred and ten million six hundred and nine thousand nine hundred and seventy-four (11,060,974) CFA francs, inclusive of all taxes, and will be financed by the Ministry of Health's Public Investment Budget.

5. Estimated Completion Time

The maximum timeframe set by the Project Owner for the completion of the work covered by this call for tenders is five (5) calendar months. This period begins on the date of notification of the service order to commence services.

6. Participation and Origin

Participation in this call for tenders is open to companies incorporated under Cameroonian law with expertise in the construction sector and holding a valid categorization certificate or a receipt for the submission of a categorization application.

7. Financing:

The work covered by this call for tenders is financed through a consultation process and will be funded by the Ministry of Health's Public Investment Budget for the 2025 fiscal year under the following budget allocation line: 59 40 047 06 340050 523316 for a projected cost, inclusive of all taxes, of one hundred ten million six hundred nine thousand nine hundred seventy-four (110,609,974) CFA francs.

8. Submission Method

The submission method chosen for this consultation is online.

9. Bid Bond

Each bidder must attach to its administrative documents a stamped, dated, hand-paid bid bond issued by an organization or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, as listed in Exhibit 14 of the DAO, the amount of which is Two million two hundred thousand (2,200,000) FCFA and valid for up to thirty (30) days beyond the initial bid validity date, accompanied by the CDEC deposit receipt. The absence of the stamped, hand-paid bid bond, accompanied by the CDEC deposit receipt, issued by a first-rate bank or a first-rate financial institution

authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the bid.

N.B.:

- A bid bond produced but unrelated to the tender in question is considered absent.
- A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents:

The physical documents may be consulted free of charge in the MO's offices during business hours at the Public Procurement Department (Tender Office) of the MINSANTE located at the "Health Building" housing the Studies and Projects Division (DEP) near the headquarters building of the Cameroon Red Cross in Yaoundé (Telephone/fax 222 22 10 21), upon publication of this notice. They may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of the tender documents:

The physical version of the tender documents can be obtained from the Public Procurement Department on the ground floor of the Health Building housing the Studies and Projects Division (DEP) located near the Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21), on the ground floor, first door on the right, upon publication of this notice, upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of One Hundred Thousand (100,000) CFA Francs.

It is also possible to obtain the electronic version of the documents by downloading them free of charge from the COLEPS platform. However, electronic submission is subject to payment of the tender documents purchase fee.

12. Submission of Bids

For online submission, the bid must be submitted by the bidder via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>. The bid must be submitted as a "Backup Copy" in addition to the above statement within the specified timeframe.

File Size and Format

For online submission, the maximum file sizes for documents submitted via the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The bidder must use compression software to reduce the size of the files to be submitted. 13.

Admissibility of Bids

a) Bids will be submitted electronically via the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, no later than 15/12/2025 at 1:00 p.m. local time. A backup copy of the bids, saved on two (02) USB flash drives, must be sent to the Public Procurement Department (Tender Office) of the Ministry of Public Health, located near the Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21), in a sealed envelope (one USB flash drive must contain the administrative, technical, and financial bids, another USB flash drive in a small envelope containing only the financial bid sample) with a clear and legible indication "backup copy" and must bear the following:

"Notice of Open National Invitation to Tender No. 2025/ONIT/MINSANTE/CIPM/2025 relating to the finishing works of the Integrated Health Center of Doumaintang Rural (Djendé –

Badouma), Eastern Region. Under emergency procedure.

To be opened only during the opening session.

b) Under penalty of rejection of the offer, the required administrative documents must be submitted in original and/or certified copies by the issuing department or administrative authority, in accordance with the specific regulations of the call for tenders, subject to their validity. They must be dated less than three (03) months prior to the date of submission of offers or have been prepared after the date of signature of the Call for Tenders Notice.

Any offer that does not comply with the requirements of this notice and the Call for Tenders Documents will be declared inadmissible. This includes the absence and/or non-compliance of the stamped and hand-paid bid bond accompanied by the CEDEC receipt in the amount of two million two hundred thousand (2,200,000) FCFA, issued by a first-rate financial institution approved by the Ministry of Finance.

14. Opening of Bids:

The opening of bids (administrative documents, technical and financial offers) will take place in one session on 16/09/2022 starting at 2:00 p.m. by the Procurement Commission (CIPM) at the Ministry of Health in the said Commission's room.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been prepared after the date of signature of the Call for Tenders notice. In the event of the absence or non-compliance of a document from the administrative file at the time of bid opening, after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

The evaluation criteria set the minimum conditions to be met.

These include:

15.1 Elimination Criteria

- a) the absence of the bid bond at the time of bid opening;
- b) failure to produce, beyond the 48-hour period after bid opening, a document from the administrative file deemed non-compliant or missing at the time of bid opening (except the bid bond);
- c) false declarations, fraudulent practices, or falsified documents
- d) failure to comply with at least 75% of the Essential Criteria;
- e) the absence of a sworn statement stating that the projects have not been abandoned over the past three years and that the company is not included on the list of defaulting companies established annually by the ARMP;
- f) non-compliance with the bid file format;
- g) the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- h) the absence of a categorization certificate, where applicable;
- i) the absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
- j) the absence of a dated and signed integrity charter;
- k) the absence of a dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
- l) the absence of a backup copy in the event of a COLEPS platform malfunction;
- m) Absence of the categorization certification or the valid categorization application submission receipt;
- n) Absence of a duly completed and signed social and environmental commitment declaration;
- o) Absence of the duly completed and signed integrity charter;
- p) Absence or non-compliance of the stamped, dated, and hand-paid bid bond, accompanied by the CEDEC submission receipt at the bid opening.

NB: - Any bond produced and having no connection with the relevant consultation is considered absent;
- Any bond presented by a bidder during the opening session is inadmissible.

15.1 Essential Criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will be determined using the binary system (Yes/No) and will include, for information purposes, the following:

- a) the presentation of the bid;
- b) Two (02) references for a cumulative amount of at least sixty million (60,000,000) CFA francs over the last three (03) years (2024, 2023, 2022);
- c) Financial capacity of at least fifty percent (50%) of the projected amount;
 - ☐ Access to a line of credit or other financial resources,
 - ☐ Turnover,
 - ☐ Certificate of financial solvency.

✕

- d) Qualifications and experience of the company's technical staff;
- e) Logistical resources
- f) Methodology – Work execution schedule;
- g) Conditions of acceptance of the contract (CCAP and CCTP initialed, dated, and signed with the words "read and approved");
- h) Submission of the offer. i) Only bids that obtain at least 75% of Yes will be admitted to the financial analysis.

16. Award of Contract:

The Contracting Authority awards the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest bidder, including any proposed discounts, where applicable.

17. Maximum Number of Lots:

A bidder may bid for a single lot and must be awarded that lot.

NB: If a bidder is the lowest bidder for more than _ lots, the Contracting Authority will award the lots to that bidder according to the conditions set out in the RPAO.

18. Validity of Bids

Bidders remain bound by their bids for a period of ninety (90) days from the bid opening date.

19. Additional Information

Additional information may be obtained during business hours from the Public Procurement Department (Tenders Office) of the Ministry of Health located in the "Health Building" housing the Studies and Projects Division (DEP) near the headquarters building of the Cameroon Red Cross, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

Technical information may be obtained during business hours from the Studies and Projects Division of the Ministry of Public Health located next to the Red Cross headquarters building.

Technical Assistance

For technical assistance, should you encounter any problems using the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or email dsi@minmap.cm.

20. Fight against Corruption and Malpractice

To report practices, facts, or acts of corruption or malpractice, please call CONAC at 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) (text or call) at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Implications:

- MINMAP ;
- ARMP (Jdm);
- Public Procurement Service/DRFP ;
- CIPM/MINSANTE ;
- Archives/chrono;
- Display.

The Ministry of Public Health